



Assemblée générale Conseil de sécurité

UN LIBRARY

APR 23 1987

COLLECTION

Distr.
GENERALE

A/42/239 —
S/18821
22 avril 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-deuxième session
Point 33 de la liste préliminaire*
POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT
SUD-AFRICAÏN

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-deuxième année

Lettre datée du 22 avril 1987, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent du Botswana auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte du communiqué de presse publié par mon gouvernement concernant les menaces répétées formulées par le Gouvernement sud-africain. Je vous prie de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 33 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Leqwaila J. M. J. LEGWAILA

* A/42/50 et Corr.1.

ANNEXE

Communiqué de presse du 22 avril 1987 publié par le Département
des affaires extérieures du Botswana

Le jeudi 9 avril 1987, le Département des affaires extérieures a publié une déclaration en réponse aux allégations des autorités sud-africaines selon lesquelles l'ANC compterait lancer une offensive destinée à désorganiser par la violence les prochaines élections sud-africaines réservées aux Blancs, et des groupes armés et du personnel d'encadrement s'infiltreraient à cette fin en Afrique du Sud en passant par le Botswana.

Le Département des affaires extérieures a répondu aux allégations sud-africaines en réitérant la position bien connue du Botswana selon laquelle ce dernier n'autorise l'utilisation de son territoire ni comme base d'attaques armées contre ses voisins, ni comme voie de passage d'infiltrations armées dans les pays voisins, y compris l'Afrique du Sud. Le Botswana a en outre demandé aux autorités sud-africaines de fournir de plus amples renseignements à l'appui de leurs allégations.

Mardi 17 avril, le Département des affaires extérieures a reçu de Pretoria un autre message répétant les mêmes allégations au sujet de l'ANC, sans que les détails requis par lui la semaine précédente soient toutefois donnés. Cet après-midi, un autre message a été reçu de Pretoria ne donnant toujours pas les détails demandés.
